

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2013

Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 26 juillet 2013

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Rapport semestriel d'activité..... | 3 |
| Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2013..... | 19 |
| Déclaration personnes physiques au 30 juin 2013..... | 65 |
| Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2013..... | 67 |

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2013

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Environnement économique et financier

1.1. Contexte économique

Le premier semestre 2013 a vu le rythme de croissance de l'économie mondiale ralentir. Même l'économie Américaine, avec une croissance évaluée à près de 2% en 2013, est bridée par le frein budgétaire (hausse d'impôts en janvier et coupes budgétaires fédérales automatiques).

En Europe, les perspectives sont beaucoup moins prometteuses. L'activité économique reste paralysée par une austérité persistante et l'évolution attendue du PIB s'élève à -0,6% cette année, même si une amélioration semble se dessiner pour le second semestre.

Dans les grandes économies émergentes, l'activité ralentit et une transition en douceur vers des modèles de croissance stimulée par la demande interne semble difficile.

1.2. Evolution des marchés

Sur le premier semestre, les marchés ont été agités par de nombreux événements, tant politiques que budgétaires et monétaires.

En Europe, après la crise politique en Italie, c'est Chypre et son système bancaire en faillite qui a retenu l'attention des marchés.

Aux USA, le changement de ton de la banque centrale concernant la politique monétaire ultra accommodante a suscité de forts mouvements sur les marchés de taux et d'actions.

- Evolution des taux d'intérêts :

Face à la morosité de l'activité économique en Europe, la BCE a baissé ses taux directeurs à 0,50% (au plus bas historique) maintenant ainsi les taux courts européens à des niveaux extrêmement bas.

C'est la Banque Centrale Américaine (la FED) qui a animé le marché des taux à long terme à la fin du premier semestre. Le discours de son président visant à préparer les marchés à une réduction de l'assouplissement quantitatif dans les mois à venir a fait réagir l'ensemble des investisseurs.

Ainsi, les taux longs Américains ont fortement progressé, entraînant l'ensemble des taux du reste du monde, y compris en Europe, où une hausse sensible de l'ensemble des taux à long terme a eu lieu.

- Evolution des marchés boursiers :

Jusqu'à la fin du mois de mai, les actions avaient progressé de plus de 13% au niveau mondial, et d'environ 8% en Europe.

Après le discours de la FED laissant entendre une inflexion de sa politique monétaire, les marchés ont reculé de 8% y compris en Europe. Cette correction brutale est un rappel de la sensibilité de tous les marchés aux politiques des Banques Centrales.

2. Faits marquants du 1er semestre 2013

2.1. Activités clientèles

| | Encours au 30/06/2013 | Evolution sur un an |
|---|-----------------------|---------------------|
| Clients (en nombre) | 440 944 | + 7 162 |
| Collecte | 11 013 M€ | + 6,4 % |
| - Dont collecte bilan | 6 934 M€ | + 8,7 % |
| Crédits (utilisations et engagements) | 8 014 M€ | + 2,3 % |
| - Dont crédits à l'habitat | 4 167 M€ | + 4,2 % |
| - Dont crédits d'investissement aux professionnels et aux entreprises | 2 135 M€ | + 13,7 % |
| Assurances de biens et de personnes (nombre de contrats) | 173 599 | +7,4 % |
| Services (en nombre) | 764 803 | +11,7 % |

Dans un contexte économique morose, le Crédit Agricole Toulouse 31 affiche une progression significative de son fonds de commerce (+ 4 220 clients supplémentaires sur le semestre). Dans la tendance des trimestres précédents, ce développement s'accompagne d'une progression tonique des activités en collecte, des crédits et des ventes de produits et services, permettant à la Caisse Régionale de réaliser des performances commerciales supérieures à celles du marché.

2.2. Résultats financiers

| Résultats en M€ | 2ème trimestre 2012 | 2ème trimestre 2013 | Evol T2 2013/T2 2012 | 1er semestre 2013 | Evolution S1 2013/ S2 2012 |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|-------------------|----------------------------|
| Produit net bancaire | 71,2 | 67,3 | -5,4% | 130,7 | -2,3% |
| Charges générales d'exploitation | 34,8 | 34,9 | 0,1% | 70,6 | 1,4% |
| Résultat brut d'exploitation | 36,3 | 32,4 | -10,8% | 60,1 | -6,3% |
| Coût du risque | 4,7 | 4,9 | 4,3% | -9,2 | 30,3% |
| Résultat net social | 18,9 | 18,5 | -2,1% | 32,6 | -2,0% |
| Résultat net part du Groupe consolidé | 18,7 | 17,5 | -6,8% | 33,0 | -15,8% |
| Total Bilan consolidé | 8 888,0 | 9 097,2 | 2,4% | 9 097,2 | 3,2% |
| dont capitaux propres au passif | 995,5 | 1 044,0 | 4,9% | 1 044,0 | 2,5% |

Le Conseil d'Administration en sa séance du 26 juillet 2013 a arrêté les comptes semestriels de la Caisse Régionale, comptes préalablement audités par les commissaires aux comptes.

Le Produit Net Bancaire (comptes individuels) au 30 juin 2013 est en retrait de 2,3%, impacté par un fort recul de la contribution des participations. L'évolution mesurée de +1,4 % des charges générales d'exploitation est pour l'essentiel liée à la hausse des taxes mises en place à partir du 2ème semestre 2012. Dans un contexte économique dégradé, la Caisse Régionale contient le coût du risque à un niveau modéré, le taux des créances douteuses et litigieuses progressant de manière limitée par rapport au 31 décembre 2012 pour atteindre 3,48% à fin juin 2013, couvertes à 80,1 % par des provisions.

Le résultat net social semestriel à 32,6 millions d'euros s'établit en léger retrait par rapport à celui de 2012, en ligne avec les orientations budgétaires annuelles.

2.3. Situation financière dont CCI

Malgré la combinaison de signaux économiques instables conduisant à une nervosité de l'ensemble des marchés financiers, le cours des Certificats Coopératifs d'Investissement de la Caisse Régionale Toulouse 31 a progressé de 5,3% depuis le début de l'année avec un cours atteignant 55,15 euros. La Caisse Régionale affiche toujours une solidité financière remarquable avec une évolution de ses capitaux propres de près de 3%, respectant l'ensemble des exigences réglementaires : le ratio CRD/Bâle 2 est estimé à 17,41% au 30 juin 2013 contre 16,9 % au 31 décembre 2012 et le ratio de liquidité à un mois atteint 145 %. Le ratio crédit - collecte, limité à 108,3 %, reste l'une des références du secteur. La Caisse Régionale a poursuivi au cours du semestre la constitution de réserves éligibles au futur ratio LCR, devant lui permettre d'atteindre le niveau requis au 1er janvier 2015.

2.4. Perspectives : Crédit Agricole Toulouse 31, l'audace d'être différents

Malgré une situation économique détériorée, la Caisse Régionale n'infléchit pas sa politique d'investissement. Ainsi, sur le 1er semestre 2013, trois nouvelles agences ont ouvert leurs portes à Toulouse et dans sa périphérie.

Face à une pression exercée sur nos prix de vente, de plus en plus régulés, Crédit Agricole Toulouse 31 est déterminé à développer ses volumes de vente par une conquête très active de nouvelles clientèles, associée à une maîtrise de ses charges et de ses risques. Cette combinaison permettra la poursuite d'un développement rentable et durable.

Le prochain semestre sera marqué par le changement du système d'information de la Caisse Régionale dont l'objectif principal consiste à améliorer la relation client, pour faire de nos agences le cœur d'une nouvelle relation multi canal adaptée aux besoins de nos clientèles.

3. Activité du 1er semestre 2013

3.1. Le fonds de commerce

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a accru sa base de clientèle, qui compte désormais plus de 440 000 clients particuliers (dont plus de 22% ont moins de 25 ans) et professionnels.

Parmi ces clients, 138 930 sont sociétaires, en progression de + 3 447 depuis la fin d'année 2012.

En corrélation avec les nouveaux clients, 9 100 dépôts à vue ont été ouverts sur le 1^{er} semestre.

3.2. La collecte

Sur une année glissante, l'encours global de la collecte clientèles est en progression de 6,4%, pour s'établir à 11 milliards d'euros, soit une collecte globale supplémentaire de 663 millions d'euros dont 553 millions d'euros relatifs à la collecte bilan. On notera :

- la nouvelle augmentation des plafonds du livret A au 1^{er} janvier 2013 : un effet positif sur les encours de la Caisse Toulouse 31 avec +11,1% sur les livrets,
- la gamme des DAT, produits sécurisés : une offre attractive pour nos clients, permettant ainsi une progression de l'épargne bilantielle de 8,7% soit 553 millions d'euros de variation annuelle nette,
- le compartiment des valeurs mobilières : en légère progression de +1,8%, le contexte de taux ne favorisant pas la souscription d'OPCVM,
- l'assurance vie : une progression de 3,3% représentant 88 millions d'euros de variation annuelle nette.

3.3. Les crédits

Entre juin 2012 et juin 2013, les encours de crédit ont progressé de 236 millions d'euros (soit +3,5%) avec pour le 1^{er} semestre 2013 plus de 661 millions d'euros de crédits à moyen terme distribués sur l'ensemble des clientèles de la Caisse Régionale Toulouse 31. Dans un marché en repli, et avec un niveau de taux historiquement bas, la Caisse Régionale Toulouse 31 enregistre une performance conforme à ses prévisions sur le financement de l'habitat avec 319 millions d'euros financés, permettant de présenter un encours en hausse de 4,2%.

Son accompagnement des PME-PMI du département de la Haute-Garonne s'est également traduit par 111 millions d'euros de financement à moyen et long terme attribués sur le 1^{er} semestre.

La Caisse Régionale a montré également encore cette année qu'elle restait le premier partenaire financier de l'agriculture, avec une augmentation des financements de 30 millions d'euros en faveur des agriculteurs.

L'accélération du développement des financements accordés aux collectivités publiques s'est poursuivie sur le 1^{er} semestre 2013, avec 163 millions d'euros de crédit distribué.

3.4. L'assurance de biens et de personnes

Son portefeuille d'assurance compte désormais près de 173 600 contrats, c'est-à-dire qu'un client bancaire sur 3 est assuré par la Caisse Régionale.

Sur le 1^{er} semestre 2013, on retiendra sur le marché des Particuliers :

- la progression du taux d'équipement de ses clients sur l'ensemble de l'offre de +1,8 point,
- le lancement de la nouvelle gamme habitation dont le nombre de contrats souscrits s'élève à 1 634,
- la souscription de près de 1 013 contrats auto et deux roues soit une hausse annuelle de 7,2%,
- la progression des contrats d'assurance garantie décès/obsèques de + 1 498 contrats dans le cadre d'une démarche globale articulée par des ventes couplées épargne / assurance.

Sur le marché des professionnels, la Caisse Régionale propose également une gamme de produits d'assurance couvrant aussi bien l'outil de travail que l'exploitant et ses salariés. Avec 9 950 contrats d'assurances, un professionnel sur 5 est assuré par la Caisse Régionale.

3.5. Les services

Avec près de 765 000 contrats actifs sur 2013, la Caisse Régionale continue d'améliorer les équipements de ses clientèles.

Au-delà des équipements bancaires traditionnels, elle propose depuis 2012 des produits et services intégrant toutes les évolutions technologiques : le "Compte à Composer" présentant un ensemble de solutions pour faciliter la gestion des comptes Particuliers, les Créances Services, le financement des besoins de trésorerie des Professionnels, le pack e-commerce qui propose la création et la gestion d'une véritable boutique en ligne, et une offre bancaire de paiement sécurisé (KWIXO).

4. Les comptes consolidés du 30 juin

4.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au 1^{er} semestre 2013.

4.2. Evolution du périmètre de consolidation

Pas d'évolution entre le 31/12/2012 et le 30/06/2013, la note 10 des annexes présente le périmètre complet.

4.3. Le compte de résultat consolidé

Le résultat net consolidé du 30 juin 2013 s'élève à 33 millions d'euros contre 39,2 millions d'euros au 30 juin 2012.

Il est principalement constitué des résultats, de la Caisse Régionale (33,0 millions d'euros), des Caisses Locales (2 millions d'euros), des Fonds Dédiés (1,5 millions d'euros), diminués de la neutralisation des plus values et dividendes intra groupe pour un montant de 3,2 millions d'euros. L'application des normes IFRS en matière d'imposition courante et différée a un impact de 0,54 millions d'euros, le traitement des titres et des instruments dérivés de -0,86 millions.

5. La structure financière

5.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ».

5.2. Les ratios prudentiels

Le ratio Bâle II s'élève à 16,9% au 31 décembre 2012 et passe à 17,41% au 30 juin 2013 (sous réserve d'approbation de l'organe central), par la progression des fonds propres, liée à la mise en réserve du résultat 2012.

Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 134% au 31 décembre 2012 à 145% au 30 juin 2013.

5.3. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.3 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 ».

Les autres filiales et participations ne présentent pas d'activité significative.

6. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquels la Caisse Régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2013 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit agricole de Toulouse 31 au 30 juin 2013. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

6.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

6.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la «politique de développement maîtrisé du crédit» applicable en 2013 a été validée par le Conseil d'Administration.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

Exposition

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|------------------|------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte) | 6 453 | 8 628 |
| Instruments dérivés de couverture | 36 345 | 44 948 |
| Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable) | 665 790 | 664 110 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes) | 119 481 | 2 364 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 6 777 337 | 6 693 283 |
| Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance | 155 225 | 141 802 |
| Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation) | 7 760 631 | 7 555 135 |
| Engagements de financement donnés | 790 053 | 882 744 |
| Engagements de garantie financière donnés | 224 196 | 225 645 |
| Provisions - Engagements par signature | -11 462 | -11 222 |
| Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions) | 1 002 787 | 1 097 167 |
| TOTAL Exposition nette | 8 763 418 | 8 652 302 |

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes et Prêts et créances sur la clientèle.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique (y compris opérations internes au CA)

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| Administrations centrales | 4 406 | 121 | -121 | | 4 285 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 1 010 091 | | | | 1 010 091 |
| Institutions non établissements de crédit | 801 183 | 1 004 | -418 | | 800 765 |
| Grandes entreprises | 921 966 | 55 168 | -53 261 | -47 447 | 821 258 |
| Clientèle de détail | 5 308 870 | 170 049 | -127 578 | -30 263 | 5 151 029 |
| Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 8 046 516 | 226 342 | -181 378 | -77 710 | 7 787 428 |

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,5 millions d'euros

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| Administrations centrales | 4 758 | 121 | -121 | | 4 637 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 538 998 | | | | 538 998 |
| Institutions non établissements de crédit | 692 951 | 1 429 | -1 297 | | 691 654 |
| Grandes entreprises | 1 217 248 | 62 884 | -57 567 | -49 863 | 1 109 818 |
| Clientèle de détail | 5 285 224 | 152 915 | -117 601 | -27 000 | 5 140 623 |
| Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 739 179 | 217 349 | -176 586 | -76 863 | 7 485 730 |

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18 millions d'euros

Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions et aux dépréciations | -43 358 | -101 922 | -51 868 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | -1 089 | -955 |
| Prêts et créances | -40 584 | -91 389 | -45 042 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | | -4 | -4 |
| Engagements par signature | -2 687 | -5 609 | -2 174 |
| Risques et charges | -87 | -3 831 | -3 693 |
| Reprises de provisions et de dépréciations | 34 277 | 83 402 | 44 487 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | 439 | 163 | 162 |
| Prêts et créances | 31 178 | 79 800 | 42 832 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | 5 | 4 | 4 |
| Engagements par signature | 2 446 | 2 732 | 1 256 |
| Risques et charges | 209 | 703 | 233 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions | -9 081 | -18 520 | -7 381 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés | | | |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | -149 | -230 | -68 |
| Récupérations sur prêts et créances amortis | 101 | 1 142 | 353 |
| Décotes sur crédits restructurés | -22 | -47 | -8 |
| Pertes sur engagements par signature | | | |
| Autres pertes | -41 | -77 | -32 |
| Coût du risque | -9 192 | -17 732 | -7 136 |

On constate une évolution des situations douteuses et litigieuses, liées au contexte de crise économique, associée à la volonté persistante de la Caisse Régionale de conserver un niveau correct de provisionnement de ses créances douteuses (80,12%).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 0,8 M€ contre 7,5 M€ au 30 juin 2012.

6.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2013

Au 2^{ème} semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1^{er} semestre.

6.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

6.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de Fonds Propres définie en 2010 dans le cadre du plan stratégique 2014 de la Caisse Régionale, a été ajustée en 2013 pour tenir compte des futures contraintes liées au ratio LCR (réglementation Bâle 3).

Au-delà d'un portefeuille à Moyen Long Terme et d'un portefeuille à Court Terme, il a été créé en 2013, un troisième portefeuille spécifique à la gestion des titres éligibles aux réserves de liquidité du futur ratio LCR.

Gestion du risque

Les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché sont maintenues.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Une limite basée sur le stress scénario

Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 mois)

Une limite de perte maximum pour les allocations risquées.

Les seuils d'alerte :

Un seuil d'alerte sur la perte maximale pour les allocations risquées

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le Portefeuille Court-Terme

Un seuil d'alerte sur la variation du marché action

Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en terme d'exposition :

| Allocation | Exposition 30/06/13 (après couverture) | Exposition 31/12/12 (après couverture) |
|-----------------------------|---|---|
| Monétaire | 39,26% (42,88%) | 41,64% (47,00%) |
| Obligations | 51,66% (49,50%) | 48,74% (44,86%) |
| Actions | 4,67 % (3,22%) | 5,12% (3,65%) |
| Diversifié | 4,40% | 4,50% |
| Total | 528,86 M€ | 496,31 M€ |
| VAR 1 mois 99% (PNB M€) (*) | -3,5 | - 3,9 |

(*) *Rentabilité pessimiste cumulée sur un mois.*

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

6.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2013

La Caisse Régionale de Toulouse 31 entend poursuivre la construction des portefeuilles à Moyen Long Terme, et à Court Terme. Ces portefeuilles seront complétés par le développement du portefeuille spécifique visant à constituer des réserves de liquidités pour répondre aux futures normes Bâle III (ratio LCR).

6.3. Gestion de bilan

6.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilisent la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2013 fixées par le Conseil d'Administration du 01-03-2013).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

Le risque est encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite mensuellement, et présentée chaque trimestre au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la Caisse Régionale maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

Au 30 juin 2013, la Caisse Régionale est faiblement exposée à la variation des taux sur les 10 premières années (gaps compris entre -210 M€ et + 80 M€).

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

6.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

Toutefois, il convient de préciser qu'il peut subsister une exposition devise très marginale dans la gestion des excédents de fonds propres, au travers de certains OPCVM, libellés en Euros, mais qui peuvent détenir quelques instruments exposés aux devises dans leur portefeuille.

6.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise par exemple en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuelles ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances; une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau «ratio standard».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Crédit/Collecte, la «Dépendance aux Marchés Financiers» et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

Gestion du risque

La Caisse Régionale maintient sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

D'autre part, elle poursuit la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

Exposition

Ratio standard au 30-06-2012 : 145% (ratio au 31-12-2011 : 134%)

La limite court terme de la Caisse Régionale est de : 876 M€ au premier semestre, elle est consommée à hauteur de 65% au 30-06-2013.

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2013.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour réduire le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie) :*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2013. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2013.

6.4. Risques opérationnels

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi l'actualisation annuelle de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe Crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2012.

7. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2012 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

7.1. Le contrôle permanent

Au 1^{er} semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci-avant.

7.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a poursuivi la mise en conformité de son stock de dossiers clients personnes physiques et a lancé un plan de mise en conformité des dossiers clients personnes morales. Elle a également adapté ses procédures d'entrée en relation pour en renforcer la conformité.

7.3. Le contrôle périodique

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes, de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1^{er} semestre 2013 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection Générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2013 en deux vagues.

Au titre du 1er semestre 2013, le Département du Contrôle Périodique a finalisé 3 missions siège au titre du plan 2012 et engagé 25 nouvelles missions d'audit (24 au sein des réseaux de proximité et des agences spécialisés, 1 mission sur la filière immobilière Square Habitat) auxquelles se rajoute une mission de suivi contrôlé.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 26 juillet 2013**

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| CADRE GENERAL | 21 |
| ETATS FINANCIERS CONSOLIDES | 22 |
| COMPTE DE RESULTAT | 22 |
| RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL | 23 |
| BILAN ACTIF | 26 |
| BILAN PASSIF | 27 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | 28 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 29 |
| NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES..... | 30 |
| 1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES | 30 |
| 2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE | 34 |
| 2.1. <i>Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période</i> | 34 |
| 2.2. <i>Ecart d'acquisition</i> | 34 |
| 2.3. <i>Parties liées</i> | 34 |
| 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT | 35 |
| 3.1. <i>Produits et charges d'intérêts</i> | 35 |
| 3.2. <i>Commissions nettes</i> | 35 |
| 3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> | 35 |
| 3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i> | 38 |
| 3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i> | 38 |
| 3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i> | 38 |
| 3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> | 39 |
| 3.8. <i>Coût du risque</i> | 40 |
| 3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> | 40 |
| 3.10. <i>Impôts</i> | 41 |
| 3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> | 43 |
| 4. INFORMATIONS SECTORIELLES | 45 |
| 5. NOTES RELATIVES AU BILAN | 45 |
| 5.1. <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> | 45 |
| 5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i> | 46 |
| 5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i> | 46 |
| 5.4. <i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i> | 48 |
| 5.5. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i> | 48 |
| 5.6. <i>Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance (si l'entité est concernée)</i> | 49 |
| 5.7. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i> | 50 |
| 5.8. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i> | 52 |
| 5.9. <i>Immeubles de placement</i> | 53 |
| 5.10. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> | 54 |
| 5.11. <i>Provisions</i> | 55 |
| 5.12. <i>Capitaux propres</i> | 57 |
| 6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE | 59 |
| 7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS | 60 |
| 8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS | 60 |
| 8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i> | 60 |
| 8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i> | 61 |
| 9. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA FIN DE LA PÉRIODE INTERMEDIAIRE | 63 |
| 10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013 | 63 |

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code NAF 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

COMPTE DE RESULTAT

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|-------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 3.1 | 155 921 | 331 241 | 169 905 |
| Intérêts et charges assimilées | 3.1 | -78 733 | -177 876 | -94 963 |
| Commissions (produits) | 3.2 | 61 685 | 125 260 | 63 694 |
| Commissions (charges) | 3.2 | -9 002 | -18 394 | -9 011 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 3.3 | -203 | 4 610 | 2 187 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 3.4 | 169 | -13 688 | 2 284 |
| Produits des autres activités | 3.5 | 550 | 2 134 | 1 565 |
| Charges des autres activités | 3.5 | -780 | -1 972 | -840 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 129 607 | 251 315 | 134 821 |
| Charges générales d'exploitation | 3.6 | -67 766 | -136 863 | -65 331 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | 3.7 | -2 800 | -5 585 | -2 563 |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 59 041 | 108 867 | 66 927 |
| Coût du risque | 3.8 | -9 192 | -17 732 | -7 136 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 49 849 | 91 135 | 59 791 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 3.9 | 9 | 5 | 0 |
| RESULTAT AVANT IMPOT | | 49 858 | 91 140 | 59 791 |
| Impôts sur les bénéfices | 3.10 | -16 862 | -38 353 | -20 588 |
| RESULTAT NET | | 32 996 | 52 787 | 39 203 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 1 | | 1 |
| RESULTAT NET – PART DU GROUPE | | 32 995 | 52 787 | 39 202 |

RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|-------------|---------------|---------------|---------------|
| Résultat net | | 32 996 | 52 787 | 39 203 |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | | -300 | -1 411 | -1 983 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | | -300 | -1 411 | -1 983 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence | | 109 | 509 | 716 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | -191 | -902 | -1 267 |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (1) | | -4 985 | 16 024 | 5 791 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | | 204 | -66 | -82 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | | -4 781 | 15 958 | 5 709 |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence | | | | |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence | | 562 | -823 | -12 |
| Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | -4 219 | 15 135 | 5 697 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 3.10 | -4 410 | 14 233 | 4 430 |
| Résultat net et autres éléments du résultat global | | 28 586 | 67 020 | 43 633 |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | | 1 | 0 | 1 |
| Dont part du Groupe | | 28 585 | 67 019 | 43 631 |

(1) L'ensemble des Caisse Régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisse Régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue la Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisse Régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'à présent et pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisse Régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui

détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses Régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. s'est traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses Régionales, ce prix fixé par la convention n'a plus semblé pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

En outre, la mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et inaccessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses Régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses Régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût depuis le 31 décembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, depuis le 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie ont été évalués à leur coût. Ce dernier correspondait à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-avant ressortait à 13,64 euros au 31 décembre 2012.

En conséquence, les impacts en 2012 pour la Caisse Régionale de Toulouse 31 ont été les suivants :

-> 7 716 milliers d'euros de moins-value latente sur le titre SAS Rue La Boétie transférés en résultat. Montant correspondant à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement soit 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012).

-> 6 807 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Montant correspondant à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros.

Au 30 juin 2013, en l'absence d'indice de perte de valeur, les titres SAS Rue La Boétie n'ont pas fait l'objet de test de dépréciation, et aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée.

BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|-----------------|------------------|------------------|
| Caisse, banques centrales | | 51 646 | 48 134 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.1 | 6 453 | 8 628 |
| Instruments dérivés de couverture | | 36 345 | 44 948 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 5.2 - 5.5 | 665 790 | 664 110 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 5.3 - 5.5 - 5.6 | 1 010 091 | 792 447 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 5.3 - 5.5 - 5.6 | 6 777 337 | 6 693 283 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | 123 728 | 166 066 |
| Actifs financiers detenus jusqu'à l'échéance | | 155 225 | 141 802 |
| Actifs d'impôts courants et différés | | 64 506 | 41 451 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | | 156 421 | 161 699 |
| Immeubles de placement | 5.9 | 3 046 | 3 085 |
| Immobilisations corporelles | 5.10 | 42 826 | 41 743 |
| Immobilisations incorporelles | 5.10 | 3 816 | 3 907 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 9 097 230 | 8 811 303 |

BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros) | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|-------|------------------|------------------|
| Banques centrales | | | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | 5.1 | 2 701 | 4 725 |
| Instruments dérivés de couverture | | 158 234 | 197 583 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 5.7 | 4 090 370 | 4 011 463 |
| Dettes envers la clientèle | 5.7 | 3 277 332 | 2 876 602 |
| Dettes représentées par un titre | 5.8 | 293 554 | 442 867 |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | | 31 566 | 39 813 |
| Passifs d'impôts courants et différés | | 18 364 | 9 362 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | 119 343 | 143 152 |
| Provisions (1) | 5.11 | 46 163 | 41 463 |
| Dettes subordonnées | 5.8 | 15 511 | 25 255 |
| TOTAL DETTES | | 8 053 138 | 7 792 285 |
| CAPITAUX PROPRES | | 1 044 092 | 1 019 018 |
| Capitaux propres - part du Groupe | | 1 043 951 | 1 018 878 |
| Capital et réserves liées | | 296 736 | 287 520 |
| Réserves consolidées (1) | | 704 218 | 664 159 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | 10 003 | 14 412 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants destinés à être cédés | | | |
| Résultat de l'exercice | | 32 995 | 52 787 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 141 | 140 |
| TOTAL DU PASSIF | | 9 097 230 | 8 811 303 |

(1) Une variation d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

| | Part du Groupe | | | | | | | | | | Participations ne donnant pas le contrôle | | | Capitaux propres consolidés | |
|---|---------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---|---------------|------------------|--|---|---|------------------|------------|-----------------------------|--|
| | Capital et réserves liées | | | | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | Résultat net | Capitaux propres | Capital réserves consolidées et résultat | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | Capitaux propres | | | |
| | Capital | Primes et Réserves consolidées liées au capital (1) | Elimination des titres auto-détenus | Total Capital et Réserves consolidées | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | |
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| Capitaux propres au 1er janvier 2012 | 150 415 | 816 204 | -3 114 | 963 505 | 633 | -450 | 0 | 963 688 | 148 | | | | 148 | 963 836 | |
| Augmentation de capital | 2 208 | | | | 2 208 | | | | | | | | 0 | 2 208 | |
| Variation des titres auto détenus | | | | | -993 | | | | | | | | 0 | -993 | |
| Dividendes versés au 1er semestre 2012 | | | | | -13 319 | | | | | | | | 0 | -13 319 | |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | | | | | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| <i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i> | | | | | | | | | | | | | 0 | | |
| <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> | | | | | | | | | | | | | 0 | | |
| Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence | | | | | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| Résultat du 1er semestre 2012 | | | | | 0 | | | | | | | | 1 | 39 203 | |
| Autres variations | | | | | 318 | 2 | 320 | | | | | | 0 | 320 | |
| Capitaux propres au 30 juin 2012 | 152 623 | 803 203 | -4 105 | 951 721 | 353 | 4 256 | 39 202 | 995 532 | 149 | 0 | 0 | 0 | 149 | 995 681 | |
| Augmentation de capital | -139 | | | | -139 | | | | | | | | 0 | -139 | |
| Variation des titres auto détenus | | | | | -912 | | | | | | | | 0 | 141 | |
| Dividendes versés au 2ème semestre 2012 | | | | | 1 053 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | | | | | 0 | | | | | | | | -9 | -9 | |
| <i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i> | | | | | | | | | | | | | -9 | -7 | |
| <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> | | | | | | | | | | | | | 0 | 9 803 | |
| Résultat du 2nd semestre 2012 | | | | | 0 | | | | | | | | 0 | 13 585 | |
| Autres variations | | | | | -44 | | | | | | | | 0 | -44 | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2012 | 152 484 | 802 247 | -3 052 | 951 679 | -269 | 14 681 | 52 787 | 1 018 878 | 140 | 0 | 0 | 0 | 140 | 1 019 018 | |
| Affectation du résultat 2012 | | | | | 52 787 | | | | | | | | | 0 | |
| Capitaux propres au 1er janvier 2013 | 152 484 | 855 034 | -3 052 | 1 004 466 | -269 | 14 681 | 0 | 1 018 878 | 140 | 0 | 0 | 0 | 140 | 1 019 018 | |
| Augmentation de capital | 9 524 | | | | 9 524 | | | | | | | | 0 | 9 524 | |
| Variation des titres auto détenus | | | | | -308 | | | | | | | | 0 | -308 | |
| Dividendes versés au 1er semestre 2013 | | | | | -12 643 | | | | | | | | 0 | -12 643 | |
| Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle | | | | | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| <i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i> | | | | | | | | | | | | | 0 | -3 427 | |
| <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> | | | | | | | | | | | | | 0 | -4 409 | |
| Quote-part dans les variations de Capitaux Propres des entreprises mises en équivalence | | | | | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | |
| Résultat du 1er semestre 2013 | | | | | 0 | | | | | | | | 1 | 32 996 | |
| Autres variations (2) | | | | | -86 | | | | | | | | 0 | -86 | |
| CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013 | 162 008 | 842 305 | -3 360 | 1 000 953 | -460 | 10 463 | 32 995 | 1 043 951 | 141 | 0 | 0 | 0 | 141 | 1 044 092 | |

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) : Une variation des réserves consolidées d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| (en milliers d'euros) | 1er semestre 2013 | 1er semestre 2012 | 31/12/2012 |
|---|-------------------|-------------------|----------------|
| Résultat avant impôts | 49 858 | 59 791 | 91 140 |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 2 800 | 2 563 | 5 585 |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations | 14 675 | 14 409 | 35 469 |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions | | | |
| Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence | 29 | | -5 |
| Résultat net des activités d'investissement | 775 | 554 | 1 114 |
| Résultat net des activités de financement | -4 521 | -1 814 | 12 323 |
| Autres mouvements | 13 758 | 15 712 | 54 486 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements | | | |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | -125 428 | -54 343 | -36 390 |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | 304 101 | -13 224 | -238 710 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | -162 296 | -10 121 | 207 125 |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | -14 353 | -2 294 | 10 268 |
| Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence | | -8 781 | -26 276 |
| Impôts versés (1) | -30 188 | | |
| Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | -28 164 | -88 763 | -83 983 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A) | 35 452 | -13 260 | 61 643 |
| Flux liés aux participations (2) | -435 | -1 000 | -2 095 |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | -3 783 | -3 551 | -6 502 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B) | -4 218 | -4 551 | -8 597 |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3) | -3 024 | -10 888 | -30 145 |
| Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4) | -10 519 | -1 | -1 113 |
| Flux provenant des activités abandonnées | | | |
| TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C) | -13 543 | -10 889 | -31 258 |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D) | | | |
| Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D) | 17 691 | -28 700 | 21 788 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 106 726 | 85 347 | 85 347 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | 48 111 | 75 974 | 75 974 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ** | 58 615 | 9 373 | 9 373 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 124 417 | 56 647 | 106 726 |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales * | 51 627 | 44 473 | 48 111 |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ** | 72 790 | 12 174 | 58 615 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE | 17 691 | -28 700 | 21 379 |

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créateurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) La variation provient essentiellement des écarts de liquidation d'impôt 2012 et 2011.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2013 l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'élève à 435 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : prise de participation : C2MS (537K€), SACAM Fia Net Europe (172K€) et cession de participation : Les Châlets (-266K€) et CA Titres (-8 K€).

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, à hauteur de 12 643K€, les souscriptions au capital des Caisses Locales pour un montant de - 9 524K€ et la variation des titres auto détenus – 95K€.

(4) Au cours du premier semestre 2013, remboursement de dettes subordonnées pour un montant de 10M€ euros.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2013 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations | Date de publication par l'Union Européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|--|---|--|----------------------------------|
| Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux | 05 juin 2012 (UE n°475/2012) | 1er janvier 2013 | Oui |
| Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestations définies) | 05 juin 2012 (UE n°475/2012) | 1er janvier 2013 | Oui |
| Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur | 11 décembre 2012 (UE n° 1255/12) | 1er janvier 2013 | Oui |
| Amendement de la norme IAS 12 sur les impôts différés actifs/passifs en complément des dispositions de SIC 21 | 11 décembre 2012 (UE n° 1255/12) | 1er janvier 2013 | Non |
| Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert | 11 décembre 2012 (UE n° 1255/12) | 1er janvier 2013 | Non |
| Amendement d'IFRS 1 sur l'hyperinflation grave | 11 décembre 2012 (UE n° 1255/12) | 1er janvier 2013 | Non |
| Amendements d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers | 13 décembre 2012 (UE n° 1256/12) | 1er janvier 2013 | Oui |
| Amendement de la norme IFRS 1 (prêts publics) Application prospective de la décote sur les prêts publics reçus à un taux inférieur au marché. | 03 mars 2013 (UE n°183/2013) | 1 ^{er} janvier 2013 | Non |
| Amendements portant sur les améliorations annuelles des IFRS, cycle 2009-2011 modifiant les normes suivantes : IFRS 1, IAS 1, IAS 16, IAS 32, IAS 34 | 27 mars 2013 (UE n°301/2013) | 1 ^{er} janvier 2013 | Oui |

La norme IFRS 13 donne un cadre général à l'évaluation de la juste valeur, en s'appuyant sur une définition unique basée sur un prix de sortie et prévoit de nouvelles informations à communiquer en annexe sur les évaluations à la juste valeur.

La principale portée de cette norme est la prise en compte du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (DVA ou risque de crédit propre), selon une approche symétrique de l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA).

L'impact de la première application d'IFRS 13 au sein de la Caisse Régionale s'élève à 46 milliers d'euros en Produit net bancaire correspondant à la comptabilisation du CVA.

L'application des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction des éléments recyclables/non recyclables. La mise en œuvre de cet amendement se résume à un impact de présentation.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode étant déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version actuelle d'IAS 19), les effets de cet amendement sont très limités et non significatifs (enregistrement en capitaux propres dans les comptes au 30 juin 2013). L'impact en capitaux propres pour la Caisse Régionale s'élève à 162 milliers d'euros.
- L'amendement d'IFRS 7 qui vise à réconcilier les règles de compensation US Gaap et IFRS prévoit que soient mentionnés les effets des accords de compensation sur les actifs et les passifs financiers. La traduction de cet amendement sera l'intégration d'une note complémentaire au niveau des notes annexes des états financiers au 31 décembre 2013.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

| Normes, Amendements ou Interprétations | Date de publication par l'Union Européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du | Applicable dans le Groupe |
|---|---|--|----------------------------------|
| Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés | 11 décembre 2012 (UE n° 1254/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IFRS 11 sur les partenariats | 11 décembre 2012 (UE n° 1254/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités | 11 décembre 2012 (UE n° 1254/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels | 11 décembre 2012 (UE n° 1254/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Non |
| Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises | 11 décembre 2012 (UE n° 1254/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers | 13 décembre 2012 (UE n° 1256/12) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |
| Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités | 04 avril 2013 (UE n° 313/2013) | 1 ^{er} janvier 2014 | Oui |

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'attend pas d'effets significatifs de l'application de ces dispositions sur son résultat et sa situation nette.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2013.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

Informations significatives du semestre

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2013 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période

Pas d'opération significative sur le 1^{er} semestre.

2.2. Ecarts d'acquisition

Pas d'écart d'acquisition.

2.3. Parties liées

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salarié ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1er semestre 2013 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

0,9 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
1,4 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
0,4 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

Au 30 juin 2013, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 15 M€.

Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 2 329 | 5 805 | 2 797 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 14 427 | 31 727 | 16 461 |
| Sur opérations avec la clientèle | 127 008 | 259 491 | 129 356 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente | 2 408 | 5 039 | 3 006 |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 1 629 | 3 063 | 1 500 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 8 120 | 26 116 | 16 785 |
| Sur opérations de location-financement | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | |
| Produits d'intérêts (1) (2) | 155 921 | 331 241 | 169 905 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | -2 419 | -4 997 | -2 651 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | -27 605 | -74 982 | -42 590 |
| Sur opérations avec la clientèle | -20 392 | -37 518 | -17 325 |
| Sur dettes représentées par un titre | -1 142 | -2 925 | -1 651 |
| Sur dettes subordonnées | -775 | -1 114 | -554 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | -26 316 | -55 626 | -29 776 |
| Sur opérations de location-financement | | | |
| Autres intérêts et charges assimilées | -84 | -714 | -416 |
| Charges d'intérêts | -78 733 | -177 876 | -94 963 |

(1) dont 5 178 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2013 contre 10 488 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 5 294 milliers d'euros au 30 juin 2012.

(2) dont 2 363 milliers d'euros au 30 juin 2013 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 993 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 1 915 milliers d'euros au 30 juin 2012.

3.2. Commissions nettes

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | 31/12/2012 | | | 30/06/2012 | | |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 142 | -1 | 141 | 398 | -2 | 396 | 145 | -1 | 144 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 13 019 | -5 454 | 7 565 | 27 569 | -10 808 | 16 761 | 14 107 | -5 287 | 8 820 |
| Sur opérations avec la clientèle | 13 552 | -364 | 13 188 | 26 766 | -772 | 25 994 | 13 519 | -326 | 13 193 |
| Sur opérations sur titres | | | 0 | | | 0 | | | 0 |
| Sur opérations de change | 94 | | 94 | 159 | | 159 | 97 | | 97 |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan | 23 | -9 | 14 | 301 | -27 | 274 | 291 | -6 | 285 |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 34 021 | -3 132 | 30 889 | 67 843 | -6 699 | 61 144 | 34 457 | -3 349 | 31 108 |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues | 834 | -42 | 792 | 2 224 | -86 | 2 138 | 1 078 | -42 | 1 036 |
| Produits nets des commissions | 61 685 | -9 002 | 52 683 | 125 260 | -18 394 | 106 866 | 63 694 | -9 011 | 54 683 |

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|-------------|--------------|--------------|
| Dividendes reçus | | | |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature | -310 | 4 303 | -1 244 |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option | -22 | 15 | 3 288 |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 144 | 402 | 198 |
| Résultat de la comptabilité de couverture | -15 | -110 | -55 |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | -203 | 4 610 | 2 187 |

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | |
|--|----------------|----------------|------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 25 929 | 25 945 | -16 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 11 022 | 14 923 | -3 901 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 14 907 | 11 022 | 3 885 |
| Couvertures de flux de trésorerie | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 212 741 | 212 740 | 1 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 164 327 | 198 418 | -34 091 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 48 414 | 14 322 | 34 092 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 238 670 | 238 685 | -15 |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | | |
|--|----------------|----------------|-------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 27 423 | 27 533 | -110 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 14 689 | 12 843 | 1 846 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 12 734 | 14 690 | -1 956 |
| Couvertures de flux de trésorerie | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 229 034 | 229 034 | 0 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 200 036 | 152 370 | 47 666 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 28 998 | 76 664 | -47 666 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 256 457 | 256 567 | -110 |

| (en milliers d'euros) | 30/06/2012 | | |
|--|----------------|----------------|------------|
| | Profits | Pertes | Net |
| Couvertures de juste valeur | 27 199 | 27 254 | -55 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts | 14 450 | 12 804 | 1 646 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) | 12 749 | 14 450 | -1 701 |
| Couvertures de flux de trésorerie | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers | 323 951 | 323 951 | 0 |
| Variations de juste valeur des éléments couverts | 175 044 | 148 907 | 26 137 |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture | 148 907 | 175 044 | -26 137 |
| Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt | 0 | 0 | 0 |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace | | | 0 |
| Total Résultat de la comptabilité de couverture | 351 150 | 351 205 | -55 |

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|------------|----------------|--------------|
| Dividendes reçus | 109 | 5 559 | 5 378 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente * | 620 | -6 767 | 1 425 |
| Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) | -560 | -12 587 | -4 519 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances | | 107 | |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 169 | -13 688 | 2 284 |

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

En 2012 la dépréciation durable s'explique principalement par :

- 6 807 milliers d'euros de dépréciation sur les titres SAS Rue La Boétie. Ce montant correspond à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour la détermination de la dépréciation soit 13,64 euros,
- 5 754 milliers d'euros de dépréciation sur les titres Sacam International.

En 2013 : dépréciation de 555 milliers d'euros du titre Sacam International.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|-------------|------------|------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation | | | |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance | | | |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance | | | -33 |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance | | | |
| Produits nets des immeubles de placement | -57 | -111 | -55 |
| Autres produits (charges) nets | -173 | 273 | 813 |
| Produits (charges) des autres activités | -230 | 162 | 725 |

3.6. Charges générales d'exploitation

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| Charges de personnel | -40 293 | -79 829 | -38 612 |
| Impôts et taxes | -3 106 | -6 675 | -2 721 |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | -24 367 | -50 359 | -23 998 |
| Charges générales d'exploitation | -67 766 | -136 863 | -65 331 |

Détail des charges de personnel

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Salaires et traitements | -20 828 | -40 557 | -19 896 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies) | -2 381 | -4 612 | -2 250 |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies) | -163 | -1 068 | -644 |
| Autres charges sociales | -7 781 | -16 590 | -8 084 |
| Intéressement et participation | -4 237 | -8 119 | -4 415 |
| Impôts et taxes sur rémunération | -4 903 | -8 883 | -3 323 |
| Total Charges de personnel | -40 293 | -79 829 | -38 612 |

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dotations aux amortissements | -2 800 | -5 585 | -2 563 |
| - immobilisations corporelles | -2 657 | -5 472 | -2 534 |
| - immobilisations incorporelles | -143 | -113 | -29 |
| Dotations aux dépréciations | 0 | 0 | 0 |
| - immobilisations corporelles | | | |
| - immobilisations incorporelles | | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | -2 800 | -5 585 | -2 563 |

3.8. Coût du risque

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|----------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions et aux dépréciations | -43 358 | -101 922 | -51 868 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | | -1 089 | -955 |
| Prêts et créances | -40 584 | -91 389 | -45 042 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | | -4 | -4 |
| Engagements par signature | -2 687 | -5 609 | -2 174 |
| Risques et charges | -87 | -3 831 | -3 693 |
| Reprises de provisions et de dépréciations | 34 277 | 83 402 | 44 487 |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe | 439 | 163 | 162 |
| Prêts et créances | 31 178 | 79 800 | 42 832 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | | | |
| Autres actifs | 5 | 4 | 4 |
| Engagements par signature | 2 446 | 2 732 | 1 256 |
| Risques et charges | 209 | 703 | 233 |
| Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions | -9 081 | -18 520 | -7 381 |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés | | | |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés | -149 | -230 | -68 |
| Récupérations sur prêts et créances amortis | 101 | 1 142 | 353 |
| Décotes sur crédits restructurés | -22 | -47 | -8 |
| Pertes sur engagements par signature | -41 | -77 | -32 |
| Autres pertes | | | |
| Coût du risque | -9 192 | -17 732 | -7 136 |

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|--|------------|------------|------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation | 9 | 5 | 0 |
| Plus-values de cession | 9 | 21 | |
| Moins-values de cession | | -16 | |
| Titres de capitaux propres consolidés | 0 | 0 | 0 |
| Plus-values de cession | | | |
| Moins-values de cession | | | |
| Produits (charges) nets sur opérations de regroupement | | | |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs | 9 | 5 | 0 |

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt courant | -19 002 | -39 724 | -23 093 |
| Charge d'impôt différé | 2 140 | 1 371 | 2 505 |
| Charge d'impôt de la période | -16 862 | -38 353 | -20 588 |

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2013

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|--|--------|--------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 49 858 | 36,10% | 17 999 |
| Effet des différences permanentes | | | -10 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | 63 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -448 |
| Effet des autres éléments | | | -742 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 33,82% | 16 862 |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2013.

Au 31 décembre 2012

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|--|--------|--------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 90 876 | 36,10% | 32 806 |
| Effet des différences permanentes | | | -1 064 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | -51 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -309 |
| Effet des autres éléments | | | 6 971 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 42,20% | 38 353 |

Au 30 juin 2012

| (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt | Impôt |
|--|--------|--------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence | 59 791 | 36,10% | 21 585 |
| Effet des différences permanentes | | | 2 143 |
| Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères | | | |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires | | | -28 |
| Effet de l'imposition à taux réduit | | | -285 |
| Effet des autres éléments | | | -2 827 |
| Taux et charge effectifs d'impôt | | 34,43% | 20 588 |

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période.

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2012 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | 0 | 0 | 0 |
| Ecart de réévaluation de la période | | | |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | -4 985 | 16 024 | 5 791 |
| Ecart de réévaluation de la période | -4 370 | -3 280 | 2 023 |
| Transferts en résultat (1) | -615 | 19 196 | 4 049 |
| Autres reclassifications | | 108 | -281 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | 204 | -66 | -82 |
| Ecart de réévaluation de la période | 186 | -173 | -136 |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | 18 | 107 | 54 |
| Ecart de réévaluation de la période | 0 | 0 | 0 |
| Transferts en résultat | | | |
| Autres reclassifications | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence | 562 | -823 | -12 |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | -4 219 | 15 135 | 5 697 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | -300 | -1 411 | -1 983 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence | 109 | 509 | 716 |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence | | | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -191 | -902 | -1 267 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | -4 410 | 14 233 | 4 430 |
| Dont part Groupe | -4410 | 14232 | 4429 |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle | | 1 | 1 |

(1) : Dont 7 716 milliers d'euros au 31 décembre 2012 de pertes latentes relatives aux titres SAS Rue La Boétie.

Détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | | Variation | | | | 31/12/2012 | | | |
|---|---------------|-------------|---------------|----------------------|----------------|---------------|----------------|----------------------|---------------|--------------|---------------|----------------------|
| | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | -4 985 | 633 | -4 352 | -4 352 | -21 009 | 1 480 | -19 529 | -19 529 | 16 024 | -847 | 15 177 | 15 177 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | 204 | -71 | 133 | 133 | 270 | -95 | 175 | 175 | -66 | 24 | -42 | -42 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | -4 781 | 562 | -4 219 | -4 219 | -20 739 | 1 385 | -19 354 | -19 354 | 15 958 | -823 | 15 135 | 15 135 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | -4 781 | 562 | -4 219 | -4 219 | -20 739 | 1 385 | -19 354 | -19 354 | 15 958 | -823 | 15 135 | 15 135 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | -300 | 109 | -191 | -191 | 1 111 | -400 | 711 | | -1 411 | 509 | -902 | -902 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | -300 | 109 | -191 | -191 | 1 111 | -400 | 711 | 0 | -1 411 | 509 | -902 | -902 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -300 | 109 | -191 | -191 | 1 111 | -400 | 711 | 0 | -1 411 | 509 | -902 | -902 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | -5 081 | 671 | -4 410 | -4 410 | -19 628 | 985 | -18 643 | -19 354 | 14 547 | -314 | 14 233 | 14 233 |
| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | | | | Variation | | | | 31/12/2011 | | | |
| | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe | Brut | Impôt | Net d'impôt | Net dont part Groupe |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes sur écarts de conversion | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente | 16 024 | -847 | 15 177 | 15 177 | 23 374 | -2 167 | 21 207 | 21 207 | -7 350 | 1 320 | -6 030 | -6 030 |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture | -66 | 24 | -42 | -42 | 443 | -151 | 292 | 292 | -509 | 175 | -334 | -334 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence | 15 958 | -823 | 15 135 | 15 135 | 23 817 | -2 318 | 21 499 | 21 499 | -7 859 | 1 495 | -6 364 | -6 364 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres | 15 958 | -823 | 15 135 | 15 135 | 23 817 | -2 318 | 21 499 | 21 499 | -7 859 | 1 495 | -6 364 | -6 364 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | | | | | | | | | | | | |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi | -1 411 | 509 | -902 | -902 | -2 568 | 907 | -1 661 | 0 | 1 157 | -398 | 759 | 759 |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence | -1 411 | 509 | -902 | -902 | -2 568 | 907 | -1 661 | 0 | 1 157 | -398 | 759 | 759 |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence | | | 0 | | | | 0 | | | | 0 | |
| Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables | -1 411 | 509 | -902 | -902 | -2 568 | 907 | -1 661 | 0 | 1 157 | -398 | 759 | 759 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | 14 547 | -314 | 14 233 | 14 233 | 21 249 | -1 411 | 19 838 | 21 499 | -6 702 | 1 097 | -5 605 | -5 605 |

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|--------------|--------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 6 453 | 8 628 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | |
| Valeur au bilan | 6 453 | 8 628 |
| <i>Dont Titres prêtés</i> | | |

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|--------------|--------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | |
| Créances sur la clientèle | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 0 | 458 |
| - <i>Effets publics et valeurs assimilées</i> | | 458 |
| - <i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i> | | |
| - <i>Actions et autres titres à revenu variable</i> | | |
| Instruments dérivés | 6 453 | 8 170 |
| Valeur au bilan | 6 453 | 8 628 |

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|--------------|--------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 2 701 | 4 725 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | | |
| Valeur au bilan | 2 701 | 4 725 |

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|--------------|--------------|
| Titres vendus à découvert | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes représentées par un titre | | |
| Dettes envers la clientèle | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | | |
| Instruments dérivés | 2 701 | 4 725 |
| Valeur au bilan | 2 701 | 4 725 |

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | 31/12/2012 | | |
|---|------------------|---|---|------------------|---|---|
| | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres |
| Effets publics et valeurs assimilées | 19 803 | | 302 | 26 765 | 218 | 5 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 295 633 | 5 879 | 793 | 283 083 | 7 005 | 777 |
| Actions et autres titres à revenu variable (2) | 23 611 | 1 018 | 142 | 23 704 | 930 | 248 |
| Titres de participation non consolidés | 326 743 | 7 630 | 427 | 330 558 | 11 096 | 383 |
| Total des titres disponibles à la vente | 665 790 | 14 527 | 1 664 | 664 110 | 19 249 | 1 413 |
| Créances disponibles à la vente | | | | | | |
| Total des créances disponibles à la vente | | | | | | |
| Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1) | 665 790 | 14 527 | 1 664 | 664 110 | 19 249 | 1 413 |
| Impôts | | -2 654 | -426 | | -2 882 | -246 |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts) | | 11 873 | 1 238 | | 16 367 | 1 167 |

(1) dont 16 923 milliers d'euros comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances

(2) par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 6 807 milliers d'euros au 30 juin 2013 identique au montant du 31 décembre 2012.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|------------------|----------------|
| Comptes et prêts | | |
| <i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i> | 118 316 | 1 154 |
| <i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i> | 2 228 | 1 154 |
| Valeurs reçues en pension | | |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | 1 165 | 1 210 |
| Titres non cotés sur un marché actif | | |
| Autres prêts et créances | | |
| Valeur brute | 119 481 | 2 364 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit | 119 481 | 2 364 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires | 73 364 | 58 734 |
| Comptes et avances à terme | 796 740 | 710 843 |
| Titres non cotés sur un marché actif | | |
| Prêts subordonnés | 20 506 | 20 506 |
| Valeur brute | 890 610 | 790 083 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole | 890 610 | 790 083 |
| Valeur au bilan | 1 010 091 | 792 447 |

Prêts et créances sur la clientèle

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|------------------|------------------|
| Opérations avec la clientèle | | |
| Créances commerciales | 22 555 | 28 821 |
| Autres concours à la clientèle | 6 948 882 | 6 846 492 |
| Titres reçus en pension livrée | | |
| Prêts subordonnés | 7 536 | 7 536 |
| Titres non cotés sur un marché actif | 1 761 | 1 726 |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Créances nées d'opérations de réassurance | | |
| Avances en comptes courants d'associés | 23 594 | 23 171 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 32 097 | 38 986 |
| Valeur brute | 7 036 425 | 6 946 732 |
| Dépréciations | | |
| Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle | 6 777 337 | 6 693 283 |
| Valeur au bilan | 6 777 337 | 6 693 283 |

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (y compris opérations internes au Crédit Agricole)

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| Administrations centrales | 4 406 | 121 | -121 | | 4 285 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 1 010 091 | | | | 1 010 091 |
| Institutions non établissements de crédit | 801 183 | 1 004 | -418 | | 800 765 |
| Grandes entreprises | 921 966 | 55 168 | -53 261 | -47 447 | 821 258 |
| Clientèle de détail | 5 308 870 | 170 049 | -127 578 | -30 263 | 5 151 029 |
| Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 8 046 516 | 226 342 | -181 378 | -77 710 | 7 787 428 |

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,5 millions d'euros

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | | | | |
|---|------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------------------|
| | Encours bruts | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total |
| Administrations centrales | 4 758 | 121 | -121 | | 4 637 |
| Banques centrales | | | | | 0 |
| Etablissements de crédit | 538 998 | | | | 538 998 |
| Institutions non établissements de crédit | 692 951 | 1 429 | -1 297 | | 691 654 |
| Grandes entreprises | 1 217 248 | 62 884 | -57 567 | -49 863 | 1 109 818 |
| Clientèle de détail | 5 285 224 | 152 915 | -117 601 | -27 000 | 5 140 623 |
| Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle | 7 739 179 | 217 349 | -176 586 | -76 863 | 7 485 730 |

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18 millions d'euros

5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

La Caisse Régionale de Toulouse 31 n'a pas transféré d'actif au cours du 1^{er} semestre 2013.

5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Variation de périmètre | Dotations | Reprises et utilisations | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2013 |
|--|-------------------|------------------------|-----------------|--------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | | | | | | 0 |
| Créances sur la clientèle dont dépréciations collectives | 253 449 76 863 | | 45 308 5 762 | -39 669 -4 915 | | | 259 088 77 710 |
| Opérations de location financement | | | | | | | 0 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | 0 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (1) | 16 846 | | 560 | -483 | | | 16 923 |
| Autres actifs financiers | 488 | | | -119 | | | 369 |
| Total Dépréciations des actifs financiers | 270 783 | 0 | 45 868 | -40 271 | 0 | 0 | 276 380 |

(1) : Les titres SAS Rue La Boétie ont été dépréciés au cours de l'exercice 2012 pour un montant de 6 807 milliers d'euros

| (en milliers d'euros) | 31/12/2011 | Variation de périmètre | Dotations | Reprises et utilisations | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2012 |
|--|-------------------|------------------------|------------------|--------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit | | | | | | | 0 |
| Créances sur la clientèle dont dépréciations collectives | 251 708 71 180 | | 49 587 23 232 | -46 654 -15 686 | | | 254 641 78 726 |
| Opérations de location financement | | | | | | | 0 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | | | | | | | 0 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 333 | | 5 474 | -162 | | | 8 645 |
| Autres actifs financiers | 488 | | 4 | -4 | | | 488 |
| Total Dépréciations des actifs financiers | 255 529 | 0 | 55 065 | -46 820 | 0 | 0 | 263 774 |

5.6. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européens sous surveillance

Compte tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sur certains pays européens est présentée ci-après :

Expositions au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'est pas concernée par une exposition au risque souverain sur les pays européens sous surveillance.

Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, Chypre et la Hongrie.

L'exposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous. Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordés à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclues de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par type de risque de la contrepartie.

Activité bancaire – Risque de crédit

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | | | 31/12/2012 |
|--|------------------------|------------------------------|---|---|-----------------------|-----------------------|
| | Encours de crédit brut | Dont encours bruts dépréciés | Dépréciations sur base individuelle et collective | Taux de provisionnement des encours bruts | Encours de crédit net | Encours de crédit net |
| Grèce (y compris Chypre) | | | | | | |
| Banque | 94 | 0 | 0 | 0 | 94 | 96 |
| Clientèle de détail | 94 | | | | 94 | 96 |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Irlande | | | | | | |
| Banque | 325 | 0 | 0 | 0 | 325 | 346 |
| Clientèle de détail | 325 | | | | 325 | 346 |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Italie | | | | | | |
| Banque | 266 | 0 | 0 | 0 | 266 | 273 |
| Clientèle de détail | 266 | | | | 266 | 273 |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Espagne | | | | | | |
| Banque | 6 806 | 135 | 99 | 1,45% | 6 707 | 6 742 |
| Clientèle de détail | 6 806 | 135 | 99 | 1,45% | 6 707 | 6 742 |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Portugal | | | | | | |
| Banque | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 4 |
| Clientèle de détail | 7 | | | | 7 | 4 |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Hongrie | | | | | | |
| Banque | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Clientèle de détail | 0 | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques | | | | | | |
| Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques | | | | | | |
| Collectivités locales | | | | | | |
| Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit | 7 498 | 135 | 99 | 1,45% | 7 399 | 7 461 |

5.7. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|------------------|------------------|
| Etablissements de crédit | | |
| Comptes et emprunts | 4 197 | 1 475 |
| <i>dont comptes ordinaires créditeurs</i> | 2 800 | 268 |
| <i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i> | | |
| Valeurs données en pension | | |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Total | 4 197 | 1 475 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | |
| Comptes ordinaires créditeurs | | |
| Comptes et avances à terme | 4 086 173 | 4 009 988 |
| Total | 4 086 173 | 4 009 988 |
| Valeur au bilan | 4 090 370 | 4 011 463 |

Dettes envers la clientèle

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|-------------------|-------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | 1 765 945 | 1 767 892 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 28 716 | 28 772 |
| Autres dettes envers la clientèle | 1 482 671 | 1 079 938 |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | | |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | | |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | | |
| Valeur au bilan | 3 277 332 | 2 876 602 |

5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|----------------|----------------|
| Dettes représentées par un titre | | |
| Bons de caisse | | |
| Titres du marché interbancaire | | |
| Titres de créances négociables | 293 554 | 442 867 |
| Emprunts obligataires | | |
| Autres dettes représentées par un titre | | |
| Valeur au bilan | 293 554 | 442 867 |
| Dettes subordonnées | | |
| Dettes subordonnées à durée déterminée | 15 511 | 25 255 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | | |
| Dépôt de garantie à caractère mutuel | | |
| Titres et emprunts participatifs | | |
| Valeur au bilan | 15 511 | 25 255 |

Au cours du premier semestre 2013 un TSR de 10 millions d'euros a été remboursé.

5.9. Immeubles de placement

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30/06/2013 |
|---------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute | 5 176 | | 17 | | | | 5 193 |
| Amortissements et dépréciations | -2 091 | | -56 | | | | -2 147 |
| Valeur au bilan (1) | 3 085 | 0 | -39 | 0 | 0 | 0 | 3 046 |

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

| (en milliers d'euros) | 31/12/2011 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 31/12/2012 |
|---------------------------------|--------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute | 5 153 | | 28 | -5 | | | 5 176 |
| Amortissements et dépréciations | -1 984 | | -112 | 5 | | | -2 091 |
| Valeur au bilan (1) | 3 169 | 0 | -84 | 0 | 0 | 0 | 3 085 |

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur des immeubles de placement est estimée “à dire d’expert”.

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d’expert », s’élève à 3046 milliers d’euros au 30 juin 2013 contre 3085 milliers d’euros au 31 décembre 2012 et 3169 milliers d’euros au 31 décembre 2011.

5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

| | 31/12/2012 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 30/06/2013 |
|---|---------------|-------------------------|---|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 125 727 | | 3 740 | -183 | | | 129 284 |
| Amortissements et Dépréciations (1) | -83 984 | | -2 657 | 183 | | | -86 458 |
| Valeur au bilan | 41 743 | 0 | 1 083 | 0 | 0 | 0 | 42 826 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 12 684 | | 157 | -123 | | | 12 718 |
| Amortissements et Dépréciations | -8 777 | | -143 | 18 | | | -8 902 |
| Valeur au bilan | 3 907 | 0 | 14 | -105 | 0 | 0 | 3 816 |

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

| | 31/12/2011 | Variations de périmètre | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Ecart de conversion | Autres mouvements | Solde 31/12/2012 |
|---|---------------|-------------------------|---|-------------------------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| <i>(en milliers d'euros)</i> | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | | | |
| Valeur brute | 121 382 | | 6 375 | -2 023 | | -7 | 125 727 |
| Amortissements et Dépréciations (1) | -80 518 | | -5 472 | 2 006 | | | -83 984 |
| Valeur au bilan | 40 864 | 0 | 903 | -17 | 0 | -7 | 41 743 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Valeur brute | 12 528 | | 149 | | | 7 | 12 684 |
| Amortissements et Dépréciations | -8 664 | | -113 | | | | -8 777 |
| Valeur au bilan | 3 864 | 0 | 36 | 0 | 0 | 7 | 3 907 |

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.11. Provisions

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 30/06/2013 |
|---|---------------|-------------------------|--------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne logement | 4 191 | | 2 315 | | -202 | | | 6 304 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 11 222 | | 2 686 | | -2 446 | | | 11 462 |
| Risques opérationnels | 7 660 | | | | | | | 7 660 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1) | 2 135 | | 508 | | -191 | | | 3 104 |
| Litiges divers | 7 204 | | 87 | | -209 | | | 6 891 |
| Participations | | | | | | | | 0 |
| Restructurations | | | | | | | | 0 |
| Autres risques | 9 051 | | 3 106 | -1 239 | -176 | | | 10 742 |
| Total | 41 463 | 0 | 8 702 | -1 430 | -3 033 | 0 | 461 | 46 163 |

(1) La variation des autres mouvements d'un montant de 106 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1er janvier 2013.

| (en milliers d'euros) | 31/12/2011 | Variations de périmètre | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Ecart de conversion | Autres mouvements | 31/12/2012 |
|---|---------------|-------------------------|---------------|--------------------|------------------------|---------------------|-------------------|---------------|
| Risques sur les produits épargne logement | 6 555 | | | | -2 364 | | | 4 191 |
| Risques d'exécution des engagements par signature | 8 854 | | 5 609 | -510 | -2 732 | | | 11 221 |
| Risques opérationnels | 7 349 | | 311 | | | | | 7 660 |
| Engagements sociaux (retraites) et assimilés | 925 | | 82 | | | | | 2 135 |
| Litiges divers | 4 471 | | 3 083 | -48 | -302 | | | 7 204 |
| Participations | | | | | | | | 0 |
| Restructurations | | | | | | | | 0 |
| Autres risques | 4 775 | | 10 180 | -2 257 | -3 647 | | | 9 051 |
| Total | 32 929 | 0 | 19 265 | -2 815 | -9 045 | 0 | 1 128 | 41 462 |

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|------------------|------------------|
| Plans d'épargne-logement : | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 167 617 | 119 344 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 382 626 | 379 574 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 530 317 | 547 695 |
| Total plans d'épargne-logement | 1 080 560 | 1 046 613 |
| Total comptes épargne-logement | 156 210 | 147 482 |
| Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement | 1 236 770 | 1 194 095 |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2013 pour les données au 30 juin 2013 et à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement : | 6 107 | 7 050 |
| Comptes épargne-logement : | 24 944 | 27 709 |
| Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement | 31 051 | 34 759 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|-------------------|-------------------|
| Plans d'épargne-logement : | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 0 | |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 1 068 | |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 5 236 | 4 026 |
| Total plans d'épargne-logement | 6 304 | 4 026 |
| Total comptes épargne-logement | | 165 |
| Total Provision au titre des contrats épargne-logement | 6 304 | 4 191 |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.12. Capitaux propres

➤Composition du capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Répartition du capital de la Caisse régionale | Nombre de titres |
|--|------------------|
| Certificats Coopératifs d'investissements (CCI) | 1 435 745 |
| Dont part du Public | 1 374 218 |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | |
| Dont part Auto-détenue | 61 527 |
| Certificats Coopératifs d'associés (CCA) | 1 165 535 |
| Dont part du Public | |
| Dont part Crédit Agricole S.A. | 1 165 535 |
| Parts sociales | 1 999 601 |
| Dont 46 Caisses Locales | 1 999 510 |
| Dont 18 administrateurs de la CR | 90 |
| Dont Crédit Agricole S.A. | 1 |
| Total | 4 600 881 |

La valeur nominale des titres est de 16 euros et le montant du capital est de 73 614 milliers d'euros

➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2012, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 2,70%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 2,50%.

Dividendes

| Année de rattachement du dividende | Par CCI | Par CCA | Par Part Sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
| | Montant Net | Montant Net | Montant Net |
| 2009 | 5105 | 3974 | 1216 |
| 2010 | 5275 | 4149 | 1072 |
| 2011 | 5554 | 4429 | 1103 |
| 2012 | 5614 | 4557 | 864 |

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12643 milliers d'euros.

6. ***Engagements de financement et de garantie***

Engagements donnés et reçus

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|------------------|------------------|
| Engagements donnés | 1 257 419 | 1 342 536 |
| Engagements de financement | 790 053 | 882 744 |
| . Engagements en faveur d'établissements de crédit | 790 053 | 882 744 |
| . Engagements en faveur de la clientèle | 581 299 | 642 678 |
| Ouverture de crédits confirmés | 4 614 | 4 960 |
| - <i>Ouverture de crédits documentaires</i> | 576 685 | 637 718 |
| - <i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i> | 208 754 | 240 066 |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 467 366 | 459 792 |
| . Engagements d'ordre d'établissement de crédit | 245 980 | 246 010 |
| <i>Confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i> | | |
| <i>Autres garanties</i> | 245 980 | 246 010 |
| . Engagements d'ordre de la clientèle | 221 386 | 213 782 |
| <i>Cautions immobilières</i> | 84 945 | 88 154 |
| <i>Autres garanties d'ordre de la clientèle</i> | 136 441 | 125 628 |
| Engagements reçus | 2 758 879 | 2 674 856 |
| Engagements de financement | 450 000 | 400 000 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 450 000 | 400 000 |
| . Engagements reçus de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 2 308 879 | 2 274 856 |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit | 282 294 | 290 052 |
| . Engagements reçus de la clientèle | 2 026 585 | 1 984 804 |
| <i>Garanties reçues des administrations publiques et</i> | 294 287 | 273 592 |
| <i>Autres garanties reçues</i> | 1 732 298 | 1 711 212 |

Le montant de la garantie « switch » s'élève à 232 442 K€.

Créances apportées en garantie :

Au cours du premier semestre 2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 2 893 840 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 905 526 milliers d'euros en 2012.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté :

- 1 373 519 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 635 330 milliers d'euros en 2012 ;
- 76 221 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 76 557 milliers d'euros en 2012 ;

- 448 000 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 396 937 milliers d'euros en 2012 ;
- 996 100 milliers euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 796 702 milliers euros en 2012.

7. ***Reclassements d'instruments financiers***

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » ou hors de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués**

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale n'a pas opéré en 2013 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008.

8. ***Juste valeur des instruments financiers***

8.1. **Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût**

| <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2013 | | 31/12/2012 | |
|--|-----------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur de marché estimée | Valeur au bilan | Valeur de marché estimée |
| Actifs | | | | |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 010 091 | 1 017 211 | 792 447 | 813 489 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 6 777 337 | 6 606 430 | 6 693 283 | 6 378 516 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 155 225 | 158 965 | 141 802 | 146 496 |
| Passifs | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédits | 4 090 370 | 4 123 350 | 4 011 463 | 4 062 500 |
| Dettes envers la clientèle | 3 277 332 | 3 277 332 | 2 876 602 | 2 876 602 |
| Dettes représentées par un titre | 293 554 | 293 554 | 442 867 | 442 867 |
| Dettes subordonnées | 15 511 | 15 511 | 25 255 | 25 255 |

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

| (en milliers d'euros) | Total 30/06/2013 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|------------------|--|--|--|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 6 453 | 0 | 6 453 | 0 |
| Créances sur les établissements de crédit | 0 | | | |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Titres reçus en pension livrée | 0 | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | 0 | 0 | |
| Instruments dérivés | 6 453 | | 6 453 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 0 | | | |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | | | | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 665 790 | 555 977 | 109 813 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 19 803 | 19 803 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 295 633 | 278 194 | 17 439 | |
| Actions et autres titres à revenu variable (1) | 350 354 | 257 980 | 92 374 | |
| Créances disponibles à la vente | | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 36 345 | | 36 345 | |
| Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur | 708 588 | 555 977 | 152 611 | 0 |

(1) Hors 7 716 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

| (en milliers d'euros) | Total 31/12/2012 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|--|-------------------------|--|---|---|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction | 8 628 | 815 | 7 813 | 0 |
| Créances sur les établissements de crédit | 0 | | | |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Titres reçus en pension livrée | 0 | | | |
| Titres détenus à des fins de transaction | 458 | 458 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 458 | 458 | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 8 170 | 357 | 7 813 | |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances sur la clientèle | 0 | | | |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | 0 | | | |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 0 | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | | | |
| Actions et autres titres à revenu variable | 0 | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 664 110 | 482 399 | 181 711 | 0 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 26 765 | 26 765 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 283 083 | 203 890 | 79 193 | |
| Actions et autres titres à revenu variable (1) | 354 262 | 251 744 | 102 518 | |
| Créances disponibles à la vente | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 44 948 | | 44 948 | |
| Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur | 717 686 | 483 214 | 234 472 | 0 |

(1) Hors 7 716 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

| (en milliers d'euros) | Total 30/06/2013 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|------------------|---|---|---|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 2 701 | 308 | 2 393 | 0 |
| Titres vendus à découvert | 0 | | | |
| Titres donnés en pension livrée | 0 | | | |
| Dettes représentées par un titre | 0 | | | |
| Dettes envers la clientèle | 0 | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 2 701 | 308 | 2 393 | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 158 234 | | 158 234 | |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 160 935 | 308 | 160 627 | 0 |

| (en milliers d'euros) | Total 31/12/2012 | Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3 |
|---|------------------|---|---|---|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction | 4 725 | 226 | 4 499 | 0 |
| Titres vendus à découvert | 0 | | | |
| Titres donnés en pension livrée | 0 | | | |
| Dettes représentées par un titre | 0 | | | |
| Dettes envers la clientèle | 0 | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 0 | | | |
| Instruments dérivés | 4 725 | 226 | 4 499 | |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0 | | | |
| Instruments dérivés de couverture | 197 583 | | 197 583 | |
| Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur | 202 308 | 226 | 202 082 | 0 |

- Changements de modèles de valorisation

Aucun transfert en dehors du ou vers le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été effectué au cours du semestre.

9. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

La Caisse Régionale n'a pas constaté d'événements postérieurs à la date de clôture qui donnent lieu à des ajustements ou qui donnent lieu à une information en annexe.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

| Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées | Implantation | Evolution du périmètre | Méthode au 30 juin 2013 | % de contrôle | | % d'intérêt | |
|--|--------------|------------------------|-------------------------|---------------|------------|-------------|------------|
| | | | | 30/06/2013 | 31/12/2012 | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
| Caisse Régionale Toulouse 31 | France | | Mère | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Caisses Locales | France | | Mère | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Force Toulouse Diversifié | France | | Globale | 99,99% | 99,99% | 99,99% | 99,99% |
| Ozenne institutionnel | France | | Globale | 99,74% | 99,74% | 99,74% | 99,74% |
| Toulouse 31 Court Terme | France | | Globale | 99,98% | 99,98% | 99,98% | 99,98% |

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

**DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES
AU 30 JUIN 2013**

DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Monsieur Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste, qu'à ma connaissance, les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Toulouse,
Le 9 août 2013

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,

Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N° : 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2013

SYGNATURES S.A.
8, chemin de la Terrasse
B.P. 45122
31512 Toulouse Cedex 5
S.A. au capital de € 324.365,57

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG Audit
1, place Alphonse Jourdain
B.P. 98536
31685 Toulouse Cedex 6
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1er janvier 2013.

Toulouse, le 2 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Laure Mulin

Frank Astoux